

*Paris, le 19 juin 2020*

## **Hold-up au CNESER : une mascarade orchestrée avec mépris par le ministère**

Le CNESER qui s'est tenu hier et toute la nuit a révélé une nouvelle fois, si besoin était, l'attitude méprisante du ministère depuis des mois ignorant systématiquement les avis contraires de la communauté pourtant largement partagés et avançant envers et contre tout sur la destruction du service public de l'ESR. Après un marathon qui s'est prolongé jusqu'à l'aube, ponctué de votes concernant la poursuite ou non des travaux, et l'épuisement des participant-es le ministère a finalement arraché un vote positif sur le projet de LPPR (32 voix pour, 26 contre, 2 abstentions).

Ce qui s'est passé au CNESER est profondément inacceptable, tout juste une parodie de démocratie. Réécriture d'articles en séance et demande de vote sur de nouvelles versions d'articles qui n'avaient pas été diffusées et donc pas étudiées par les organisations syndicales, refus de fixer une heure de fin de séance compatible avec les contraintes horaires et logistiques des élu-es qui s'étaient organisé-es pour être présent-es sur la journée, manque d'organisation flagrant des votes en début de séance, hésitations sur la présentation des amendements, etc. Les conditions dans lesquelles ce débat a été organisé qui s'ajoutent aux convocations multiples et contradictoires envoyées hors délai, aux documents transmis tardivement, etc., témoignent du mépris que le MESRI entretient vis-à-vis de la communauté et de la démocratie universitaires, et de la volonté de passer en force alors que l'urgence n'était pas là mais plutôt sur la solidarité et les moyens supplémentaires pour assurer la rentrée 2020.

Dès lors, quelle signification peut-on attribuer à un avis obtenu de cette manière? Premièrement, cette consultation s'inscrit dans un contexte particulièrement difficile. Faut-il rappeler à la ministre que les établissements sont fermés depuis plus de 3 mois, que les collègues n'ont pu échanger que par téléphone et visioconférence, qu'ils sont fatigué-es par un semestre à distance chronophage et épuisant et très inquiet-es pour la rentrée qui arrive et pour laquelle ils n'ont toujours aucun cadrage clair ?

Deuxièmement, la majorité des élu-es des organisations syndicales représentant les personnels de l'ESR ont voté contre ce projet ou ont refusé de siéger purement et simplement.

Madame la ministre, cet avis obtenu au forceps ne vous honore pas, il ne reflète en aucun cas l'opinion majoritaire des personnels. Il ne peut être interprété comme un blanc-seing pour contribuer à détruire le service public de l'ESR. Les personnels de l'ESR méritent une véritable reconnaissance, pas juste quelques mots glissés à la fin d'une lettre qui leur est adressée par leurs établissements.

C'est parce qu'ils ne veulent pas de ce projet que le SNESUP-FSU est déterminé à s'y opposer pour le mettre en échec et à porter ses propositions pour un véritable service public de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. ■